

COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT DE **L'ASECAP, DE L'ERF ET DE L'IRU**

Où en est la révision à mi-parcours du Livre Blanc de l'UE sur les transports ?

Les associations sectorielles ASECAP, ERF et IRU sont très préoccupées par le fait que cette révision politique n'a toujours pas été publiée.

Bruxelles - Les grands acteurs du secteur européen des transports routiers (opérateurs de péages autoroutiers, fournisseurs d'infrastructures et transporteurs routiers) ont une question pressante pour la Commission européenne : qu'est devenue la révision à mi-parcours du Livre Blanc de l'UE sur les transports de 2001 ? Les associations sectorielles ASECAP, ERF et IRU sont très préoccupées par le fait que cette révision politique ne s'est toujours pas matérialisée.

Ce retard est inacceptable. Un profond remaniement des principes fondamentaux du Livre Blanc de 2001 est nécessaire pour remettre l'UE sur la voie de la compétitivité grâce à une politique des transports efficace et réaliste, conforme aux objectifs de l'agenda de Lisbonne. Les décideurs et l'industrie de l'UE ont besoin, dans les meilleurs délais, d'un nouveau cadre politique et de nouvelles stratégies pratiques pour y parvenir.

Le secteur routier est certain qu'au sein de la Commission, plusieurs avancées ont déjà été réalisées en ce sens. La Direction Transports de la Commission a courageusement reconnu l'existence de certains concepts erronés dans le cadre politique existant. Ainsi, les concepts de transfert modal forcé de la route au rail et le découplage entre les transports et la croissance économique restent purement théoriques, sans application pratique. Ces piliers centraux du Livre Blanc de 2001 ont été testés à la lumière des réalités socio-économiques des cinq dernières années et leur crédibilité a été sérieusement ébranlée. Ils devraient être remplacés très rapidement par des stratégies qui n'impliquent aucune discrimination ou préférence d'un mode de transport par rapport à un autre. Ils devraient, par contre, permettre à chaque mode de réaliser au mieux son potentiel. L'objectif doit être d'instaurer des conditions équitables et égales, dans lesquelles chaque mode sera en mesure de jouer pleinement son rôle au service des citoyens et de l'économie de l'Europe.

L'ASECAP, l'ERF et l'IRU croient réellement en la nécessité d'une politique durable des transports, position qu'elles continueront à défendre. Elles sont convaincues que les législateurs proposeront finalement un cadre politique applicable et réaliste. Pour parvenir à un développement durable des transports, la priorité doit aussi être donnée à l'amélioration de l'infrastructure routière.

Ainsi, en supprimant les chaînons manquants de l'infrastructure routière, les législateurs renforceront simultanément l'économie en réduisant la durée des trajets. Ils diminueront par la même occasion les émissions de CO₂ et les accidents, conséquence directe de la congestion. Avant toute chose, la révision à mi-parcours devrait reconnaître explicitement le transport routier comme un contributeur net pour l'économie et la société.

Associations et personnes de contact



*Association Européenne des Concessionnaires
d'Autoroutes et d'Ouvrages à Péage*

Personne de contact : Kallistratos Dionelis
Secrétaire Général
Tél : + 32 2 289.26.20
E-mail : asecap@skynet.be



Brussels Programme Centre

Personnes de contact :
José Papí, Secrétaire Général
Brendan Halleman, Directeur des Opérations
Tél. + 32 2 644 58 77
E-mail: b.halleman@erf.be



Personne de contact : Hubert Linssen
Délégué Général, Délégation Permanente de l'IRU
Tél : + 32 2 743.25.92
E-mail: hubert.linssen@iru.org